

Devant l'Assemblée, des milliers de policiers ciblent la justice

Selon les organisateurs, plus de 35.000 personnes étaient présentes à Paris, deux semaines après le meurtre du brigadier Éric Masson.

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 4 heures,

Mis à jour il y a 1 heure



Selon les organisateurs, plus de 35.000 personnes ont répondu à l'appel des syndicats de policiers. THOMAS COEX / AFP

«*Le problème de la police, c'est la justice!*»: la magistrature a été la cible des syndicats, mercredi 19 mai, devant l'Assemblée nationale où des milliers de policiers se sont rassemblés, deux semaines après le meurtre du brigadier Éric Masson et à l'approche d'importantes échéances électorales. Selon les organisateurs, plus de 35.000 personnes ont répondu à l'appel des syndicats de policiers, dont Gérard Lanvin. Le bilan de la mobilisation selon les autorités n'était pas encore disponible.

Très critiquée par l'opposition, la venue de Gérard Darmanin, qui s'est frayé difficilement un chemin dans une foule compacte, s'est déroulée sans heurts, aux sons des klaxons et des sifflets, accessoires habituels des policiers en manifestation.

Certains ont pris des selfies avec lui. *«Il faut nous aider!»*, l'ont cependant interpellé plusieurs manifestants. *«Tous les soirs, quand je me couche, je pense à vous»*, a répondu le ministre à un policier qui lui disait ne pas savoir, quand il part au travail, *«comment»* il *«va rentrer»*.

À VOIR AUSSI - Manifestation des policiers: *«Leur véritable revendication porte sur la chaîne pénale»*, analyse Christophe Cornevin

Le garde des Sceaux Eric Dupond-Moretti, absent du rassemblement, était la cible des manifestants et des syndicats, qui réclament une réponse pénale plus forte, et notamment que des peines planchers soient infligées aux agresseurs de policiers. À la tribune, sur laquelle était tendue une banderole noire *«Payés pour servir, pas pour mourir»*, le secrétaire général du syndicat Alliance, Fabien Vanhemelryck, a fait siffler *«ce ministre qui déclare je suis le ministre des prisonniers (et de l'administration pénitentiaire, ndlr)»*. *«Le problème de la police, c'est la justice!»*, a tonné le syndicaliste, sous les applaudissements.

«Les peines minimales pour les agresseurs, voilà le message fort et clair que nous attendons», avait auparavant déclaré Grégory Joron d'Unité SGP Police-FO. *«Cette mesure n'est pas liberticide, ni anticonstitutionnelle, ni nauséabonde»*, a-t-il ajouté. Plusieurs témoignages de policiers blessés ou de leurs proches ont été prononcés ou diffusés sur l'estrade.

Des élus de tous bords présents

Les syndicats réunis - fait assez rare - en intersyndicale avaient souhaité une mobilisation *«sans récupération politique»* alors que la sécurité s'est imposée comme l'un des principaux thèmes de campagne des régionales dans un mois, et de la présidentielle dans un an. Cependant, du Rassemblement national au Parti communiste, en passant par le Parti socialiste et l'écologiste Yannick Jadot, des élus de tous bords se sont joints au rassemblement.

«Le nouvel horizon que dessinent nos ministres et élus en participant à cette manifestation et en s'associant ainsi aux revendications policières, est celui d'une société dans laquelle la police devient une puissance autonome au lieu d'être une force publique au service des citoyens», s'est insurgé dans un communiqué le syndicat de la magistrature (SM, classé à gauche).

À VOIR AUSSI - «Rien de plus normal que de les soutenir»: déclare Darmanin à la manifestation de policiers

Les syndicats ont décidé d'organiser ce rassemblement deux semaines jour pour jour après le meurtre du brigadier Eric Masson, tué sur un point de deal à Avignon. Un drame qui a ébranlé la police, déjà marquée par l'assassinat le 23 avril de Stéphanie Monfermé, agente administrative au commissariat de Rambouillet (Yvelines), par un Tunisien qui se serait radicalisé. Selon les responsables syndicaux, beaucoup de policiers «*en colère*» et «*écœurés*» voient dans la mort du brigadier lors de cette banale intervention un symbole des violences répétées à leur rencontre, qui nécessitent une «*réponse pénale*» plus ferme.

Gages aux syndicats

Depuis Avignon, le gouvernement a déjà donné des gages aux syndicats, reçus le 10 mai à Matignon. Le premier ministre Jean Castex s'est notamment engagé à étendre à trente ans la période de sûreté pour les personnes condamnées à perpétuité pour un crime contre un policier ou un gendarme. Le gouvernement a déposé ce mercredi un amendement en ce sens dans le cadre de l'examen au Palais Bourbon du projet de loi pour la «*confiance*» dans la justice d'Eric Dupond-Moretti. Il devrait être voté dans la semaine.

Jean Castex s'est également dit favorable à une limitation plus stricte des possibilités de réduction des peines pour ceux qui s'attaquent aux forces de l'ordre. Mais les syndicats déplorent que leur «*revendication la plus importante*», «*la mise en œuvre de peines minimales*» (aussi appelées peines planchers) pour «*les agresseurs des forces de l'ordre*», n'ait pas été «*prise en compte*».